

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION

relative à l'application de la loi du 15 juin 1926 instituant la médaille dite « Médaille commémorative d'Orient ».

Du 20 août 1926

INSTRUCTION relative à l'application de la loi du 15 juin 1926 instituant la médaille dite « Médaille commémorative d'Orient ».

Du 20 août 1926

Pièce(s) Jointe(s) :

Deux modèles d'autorisation.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 307.2.13.3.2.

Référence de publication : BO/G, p. 2267.⁽¹⁾.

La présente instruction a pour but de fixer, en ce qui concerne le Département de la guerre, les conditions d'application de la loi du 15 juin 1926 .

La médaille dite « médaille commémorative d'Orient », dont le modèle est fixé par l'article III de la loi du 15 juin 1926 , comportera l'une des deux inscriptions suivantes : « Dardanelles », « Orient ».

Le ruban de la médaille portant en exergue le mot « Orient », est déterminé par l'article susvisé. Celui destiné aux anciens combattants des Dardanelles est défini par le décret du 08 juillet 1926 .

Il ne sera pas remis de diplôme ; un certificat, qui sera délivré par les autorités énumérées au paragraphe 2, ci-après, sur la demande des ayants droit ou de leur famille, en tiendra lieu et donnera aux intéressés le droit de porter le ou les insignes qu'ils pourront se procurer, à leurs frais, dans le commerce, dès leur mise en vente.

CHAPITRE PREMIER.

section 1er.

Ayants droit

A. Le droit de la médaille commémorative d'Orient est acquis, sans condition de délai de séjour, aux militaires des états-majors, corps et services, ainsi qu'au personnel civil relevant du commandement français, qui ont été embarqués entre les dates fixées ci-dessous, à destination :

a). *Du corps expéditionnaire d'Orient* (du 22 février au 4 octobre 1915 inclus) ;

Du corps expéditionnaire des Dardanelles (du 5 octobre 1915 au 5 janvier 1916 inclus) ;

b). *De l'armée d'Orient* (du 3 octobre 1915 au 10 août 1916 inclus) ;

c). *De l'état-major des armées alliées en Orient* (du 11 août 1916 au 11 novembre 1918 inclus) ;

d). *De l'armée française d'Orient* y compris les formations françaises stationnées à Mytilène, à Corfou, ainsi que les missions militaires et éléments français détachés auprès des armées : britannique, italienne, russe, serbe, hellénique et du contingent albanais (du 11 août 1916 au 11 novembre 1918 inclus) ;

e). *De l'armée du Danube* (du 28 octobre au 11 novembre 1918 inclus) ;

f).

1. Des missions militaires françaises en Égypte, y compris la base de Suez et les éléments détachés au Hedjaz ;
2. Des détachements français de Palestine et de Palestine-Syrie, de la légion d'Orient et de la base de Port-Saïd ;
3. Des troupes françaises du Levant (du 5 février 1915 au 11 novembre 1918 inclus).

Cette médaille portera l'inscription « Dardanelles » et sera suspendue au ruban prévu par le décret du 08 juillet 1926 pour les militaires des états-majors, corps et services, ainsi que pour le personnel civil relevant directement desdits corps et services, qui après avoir été embarqués entre le 22 février, 1915 et le 5 janvier 1916 inclus, à destination du corps expéditionnaire d'Orient ou des Dardanelles, ont pris une part effective aux opérations des Dardanelles (tentative de forçement des Dardanelles, affaires de Kumkale, Sedd-UI-Bahr, Krithia, etc.).

La médaille portera l'inscription « Orient » et sera fixée au ruban déterminé par l'article 3 de la loi du 15 juin 1926 pour tous les autres ayants droit.

B. Le droit à la médaille avec inscription « Dardanelles » ou « Orient », et éventuellement aux deux distinctions, est également acquis, à titre posthume, aux militaires et civils qui, remplissant l'une des conditions stipulées au présent paragraphe, ont été tués, ou sont décédés ou disparus en mer.

Nota. — Conformément à l'article V de la loi du 15 juin 1926, n'auront pas droit à l'une des médailles définies ci-dessus les militaires ou non militaires qui ont été l'objet d'une condamnation, sans sursis, au cours de la campagne, pour faits qualifiés crimes par le code de justice militaire pour l'armée de terre ou par le code de justice maritime pour l'armée de mer.

section 2.

Autorités chargées de recevoir les demandes, d'établir et de délivrer les autorisations.

Les autorisations spéciales de porter la ou les médailles seront, après examen des titres des intéressés, établies sur papier blanc de qualité convenable et de format tellière (2), par les autorités désignées ci-dessous qui devront les adresser, sans délai, aux nouveaux ayants droit, après enregistrement sur un registre destiné à cet effet.

1 MILITAIRES SOUS LES DRAPEAUX

- a). Officiers généraux : ministère de la guerre (cabinet du ministre, 3^e bureau) (3) ;
- b). Corps de troupe, états-majors et services : chef de corps ou de service auquel compte actuellement l'intéressé.

2 ANCIENS MILITAIRES DÉGAGÉS DE TOUTES OBLIGATIONS MILITAIRES

- a). Officiers rayés des cadres et militaires des classes antérieures à 1899, ministère de la guerre (services du personnel et du matériel de l'administration centrale ; archives administratives) (4) ;
- b). Militaires réformés de la classe 1899 à la classe 1919 (de mobilisation) et familles des militaires tués, décédés ou disparus en mer, dans les conditions stipulées au § 1^{er} de l'instruction : commandant du bureau de recrutement d'origine.

Les demandes formulées par les parents des ayants droit décédés devront être accompagnées d'un certificat délivré par le maire sur l'attestation de deux témoins affirmant que le demandeur est le parent le plus rapproché du défunt dans l'ordre successoral prévu en matière de décorations : le fils aîné (ou à défaut de fils

aîné, la fille aînée), la veuve non remariée, le père, la mère, le plus âgé des frères (ou à défaut d'un frère, la plus âgée des sœurs) et ainsi de suite.

3 OFFICIERS ET HOMMES DE TROUPE DE LA CLASSE 1904 À LA CLASSE 1919 (DE MOBILISATION)

- a). Personnels des corps de troupe et services : chef de corps ou de service porté sur le fascicule de mobilisation actuellement entre les mains de l'intéressé (5)
- b). Officiers de réserve hors cadres ou non disponibles : général commandant la subdivision de résidence ;
- c). Hommes de troupe pourvus d'un fascicule de mobilisation spécial (réservistes classés dans l'affectation spéciale ou sans affectation) : commandant du bureau de recrutement du domicile ;
- d). Personnels des sections de chemin de fer de campagne, du service de la trésorerie et du service de la poste aux armées : état-major de l'armée (4^ebureau).

4 PERSONNES N'AYANT PAS SERVI EN QUALITÉ DE MILITAIRES

- a). Personnes ayant servi dans les formations sanitaires : direction du service de santé du ministère de la guerre ;
- b). Personnes ayant servi dans les foyers du soldat et œuvres similaires relevant du commandement français : ministère de la guerre, cabinet du ministre (4^e bureau) (6).
- c). Autres personnes : ministère de la guerre (état-major de l'armée ou directions d'armes intéressées).

Observations. — Au cas où l'une des autorités désignées ci-dessus ne serait pas en mesure de délivrer l'autorisation spéciale par suite de l'insuffisance de renseignements, il lui appartiendrait d'adresser au corps ou service qualifié, la demande de l'intéressé en fournissant tous les renseignements utiles, à cet effet, qui sont déjà en sa possession.

section 3. **Cas litigieux. Réclamations**

Tous les cas litigieux ou douteux devront être soumis, avec avis, au cabinet du ministre (2^e bureau) (7).

Paul PAINLEVE.

Figure 1.

CORPS D'ARME. _____

Place d' _____

N° d'enregistrement
au registre spécial.

Modèle n° 1
de l'autorisation
à délivrer.

MEDAILLE COMMEMORATIVE D'ORIENT.

Corps
ou
service

M. (1)

est autorisé
à porter la médaille commémorative d'Orient avec inscription « Orient » (ruban bleu d'une largeur
de 36 mm coupé dans le sens de sa longueur de 3 raies jaunes, celle du milieu ayant une largeur
de 5 mm et celles des bords 2 mm).

A _____, le 192 _____.

*Autorité qualifiée pour délivrer
l'autorisation et signature.*

(Cachet.)

(1) Nom, prénoms, grade et corps d'affectation au cours de la campagne.

Nota. — Par application des dispositions de l'article 4 de la loi du 15 juin 1926, il n'est pas
délivré de diplôme et il appartient aux ayants droit ou à leur famille de se procurer l'insigne à leurs
frais.

CORPS D'ARMÉE.

Modèle n° 2
de l'autorisation
à délivrer.

Place d

N° d'enregistrement
au registre spécial.

MEDAILLE COMMEMORATIVE D'ORIENT.

Corps
ou
service

M. (1)

est autorisé
à porter la médaille commémorative d'Orient avec inscription « Dardanelles » (ruban d'une largeur
de 36 mm coupé dans le sens de sa longueur de 11 raies blanches et vert foncé alternées : six
blanches d'une largeur de 3,5 mm et cinq vertes de 3 mm).

A . le 192 .

*Autorité qualifiée pour délivrer
l'autorisation et signature.*

(Cachet.)

(1) Nom, prénoms, grade et corps d'affectation au cours de la campagne.
Nota. — Par application des dispositions de l'article 4 de la loi du 15 juin 1926, il n'est pas
délivré de diplôme et il appartient aux ayants droit ou à leur famille de se procurer l'insigne à leurs
frais.

(1) Pour la marine, voir l'instruction du 25 novembre 1926 (BOR/M, p. 338)..

(2) Actuellement format 21 × 29,7.

(3) Actuellement ministère de la défense, cabinet ; bureau des officiers généraux.

(4) Actuellement ministère de la défense. Direction des personnels civils, bureau des archives administratives.

(5) Officiers rayés des cadres : ministère de la défense : direction d'arme ou de service.

Sous-officiers et hommes de troupe dégagés d'obligations militaires :

- classes antérieures à 1909 : bureau des archives administratives ;

- classes 1909 et postérieures : bureau de recrutement d'origine.

(6) Actuellement ministère de la défense : service de l'action sociale des forces armées.

(7) Actuellement bureau des décorations.